



MINISTÈRE DES ARMÉES

**Madame Florence Parly,
ministre des Armées**

Vœux aux Armées

Paris, le 21 janvier 2019

– seul le prononcé fait foi –

Madame la ministre, chère Geneviève,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Monsieur le chef d'état-major des armées,
Monsieur le délégué général pour l'armement,
Monsieur le secrétaire général pour l'administration,
Mesdames et messieurs les directeurs,
Mesdames et messieurs les officiers généraux,
Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs,
gendarmes, militaires et personnels civils de la défense,
Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Jeudi, ce sont deux de vos frères d'armes de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris, tombés au bout de leur engagement. Vendredi, ce sont deux pilotes, deux aviateurs partis dans l'accident de leur Mirage 2000 lors d'un entraînement.

4 disparus dont j'ai eu le terrible honneur de présider les obsèques.
4 personnes, jeunes, qui aimaient vivre mais ne savaient vivre que pour servir.
4 disparus qui nous rappellent la force et l'essence même de l'engagement de nos Armées.

Leurs noms s'ajoutent à la liste de ceux qui sont partis cette année. Sous le feu ennemi, en exercice comme à l'entraînement, ils sont allés au bout de leur engagement. Je veux leur rendre hommage, comme à tous ceux qui souffrent dans leur chair ou dans leur esprit, pour le service de la France. Leurs sacrifices nous obligent.

Ils nous obligent à nous donner, à nous dépasser pour la défense de la France.

Ils nous obligent à protéger les Français, à faire vivre les valeurs dans lesquelles ils ont cru et pour lesquelles ils sont tombés.

Ces sacrifices m'obligent, moi aussi. Ils m'obligent dans l'exercice de mes responsabilités. Ils m'obligent à me battre pour vos quotidiens, pour vos familles, pour vos moyens.

En 2018, je suis fière de dire que nous n'avons collectivement économisé aucun de nos efforts. Fière de dire que nous avons pu, ensemble, pleinement, lancer le renouveau de nos Armées.

Merci pour ce travail. Merci pour cet engagement de tous les instants. Et cet engagement, il doit rester le nôtre. Nous devons continuer à le faire vivre, à le faire fructifier.

En me nommant en juin 2017, le Président de la République m'a donné une mission : celle de protéger les Français. Cette mission, jeudi à Toulouse, il y a rappelé son indéfectible attachement.

Nous connaissons notre feuille de route, nous n'allons pas en dévier.

Nous devons répondre, franchement, à la mère de toutes les menaces : le terrorisme.

Trèbes. Paris. Strasbourg. Cette année encore, le sang de Français a coulé, emportés par la barbarie djihadiste. Cette année encore, on a tenté d'ébranler nos valeurs, de gâcher nos fêtes. Certains ont tenté de nous faire peur : en vain.

Au Levant, le territoire de Daech est réduit à peau de chagrin. Dans les prochaines semaines, la poche d'Hajin, dernier bastion du pseudo-Califat, sera complètement libérée. Les forces de Chammal, parfaitement mobilisées, ont directement contribué à ces succès. Mais bien naïf celui qui pourrait crier victoire. Daech n'est pas mort. Ses combattants changent leurs méthodes mais sont prêts à toutes les exactions : la semaine dernière l'a encore montré. La propagande continue, aussi, et se répand comme un poison dans certains esprits.

La décision américaine a pu interpellé. Nous dialoguons avec les Etats-Unis et j'ai déjà eu l'occasion d'échanger à ce propos avec mon nouvel homologue. Nous devons tout faire pour qu'un retrait précipité ne gâche pas nos espoirs de victoire et de paix. Quant à nous, à notre arrivée au sein de la coalition internationale, nous avons un mandat : détruire Daech. Il n'a pas changé. Nous avons une mission à terminer.

Au Sahel aussi, notre combat contre le terrorisme continue avec autant d'intensité. En 2018, Barkhane a brisé un plafond. Dans ce territoire immense, aride, Barkhane engrange les succès et porte coups sur coups aux terroristes. En 2018, ce sont environ 200 d'entre eux qui ont été neutralisés.

Barkhane a désorganisé les réseaux, affaibli les terroristes. Mais le combat continue et nous faisons une promesse claire aux terroristes : nous les traquerons, nous les trouverons, nous les neutraliserons.

Je l'ai déjà dit et répété : la paix du Sahel appartient au Sahel. Nous resterons tant qu'il le faudra mais les Etats de la région doivent être en mesure d'assurer leur propre sécurité. Les armées des pays du G5 Sahel, y compris la force conjointe continuent à monter en puissance. Elle mène ses propres opérations. Nous continuons à l'aider et à former les armées des pays du Sahel.

Il faut gagner, bien sûr, mais il faut aussi bâtir. Nous devons miser sur le développement, sur le retour de l'Etat, partout. Ce sont à ces conditions seulement que nous pourrions espérer une paix durable. Celle qui ne s'acquière jamais par la seule voie des armes.

Sur le territoire national, là aussi, vous avez combattu le terrorisme. Je pense à nos gendarmes, remarquables à Trèbes. Je pense au sacrifice du colonel Beltrame. Je pense à nos forces de Sentinelle, exemplaires au quotidien, s'illustrant face à l'attaque du marché de Noël de Strasbourg, remarquables de sang-froid et de réactivité.

Je parle de terrorisme, de cette menace première, mais elle n'est pas la seule, aujourd'hui à menacer les Français. Le contexte stratégique est rude, violent, mouvant.

Les espaces de conflits se multiplient. Cyberspace, espace exoatmosphérique, information : tout devient prétexte à la confrontation et chacune de nos innovations et nos progrès technologiques décuplent nos possibles, mais nous exposent, aussi.

La course à l'armement a bel et bien repris. Et chaque jour le régime de contrôle des armements semble s'affaiblir et la prolifération se développer : le retrait des Etats-Unis du FNI, suite aux violations de ce traité commises par la Russie, en est un exemple.

Ainsi les grandes puissances cherchent à s'illustrer par tous moyens et ce jusqu'aux frontières de l'Europe. Certaines n'hésitent même plus à commettre des meurtres sur le sol européen, souvenons-nous, en mars, de l'affaire Skripal.

Dans cette période, nous avons plus que jamais besoin de multilatéralisme, d'alliances solides et d'alliés fiables. Mais aujourd'hui, quand je pense à certains de nos alliés, je me rappelle une phrase de Desproges : « *la seule certitude que j'ai, c'est d'être dans le doute* ». Les décisions américaines sont parfois... peu prévisibles. Des incertitudes pèsent sur le soutien pérenne des Etats-Unis à l'OTAN, qui reste le pilier de notre défense collective. Quant au Royaume-Uni, avec lequel nous nous employons à maintenir une relation défense solide, le brouillard qui entoure le Brexit ne cesse de s'épaissir et paralyse le pays.

Ce tableau peut paraître sombre. La réalité, c'est qu'il l'est. Mais dans cette réalité, il y a une éclaircie. Une éclaircie vive et pour laquelle nous devons tous nous impliquer. L'Europe de la défense progresse, enfin. Coopération structurée permanente, fonds européen de défense, initiative européenne d'intervention : on avance, et ça marche. Alors nous devons continuer à construire l'Europe qui protège. J'y reviendrai.

Mesdames et messieurs, dans ce contexte stratégique et face aux menaces, je sais pouvoir compter pleinement sur nos Armées.

Terre, marine, air : tous nos militaires répondent présent à l'appel, présent même au-devant du danger.

J'ai salué tout à l'heure nos forces de Barkhane, de Chammal, de Sentinelle.

Je n'oublie pas que vous avez été là, précis et efficaces, lors de l'opération Hamilton pour toucher les stocks et les capacités de fabrication d'armes chimiques du régime syrien. Face à un régime qui attaque son propre peuple de la plus ignoble des manières, vous avez rappelé que nous avons placé des limites et que nous entendions bien les faire respecter.

Je n'oublie aucune de vos missions. Je connais votre travail exceptionnel pour maintenir, crédible, notre dissuasion. Aujourd'hui, sa nécessité se fait plus vive que jamais. Je pense aussi à tous nos militaires qui assurent les postures permanentes de sûreté aérienne et maritime, vous êtes l'inviolabilité de notre territoire.

Et plus largement encore, nos Armées sont le visage de la formation, de l'insertion. Elles offrent des soins d'une qualité remarquable avec des personnels du service de santé des Armées prêts à tout pour sauver. Elles sont cette laïcité qui laisse sa place au culte de chacun, je pense ici à nos aumôniers. Les visages de la culture, d'un patrimoine qui doit vivre, d'un monde combattant que vous savez, chère Geneviève Darrieussecq, si parfaitement défendre et pour lequel, sans relâche, à mes côtés, vous agissez.

Mon objectif est de bâtir avec vous des Armées modernes, des Armées du XXI^e siècle, prêtes à affronter nos adversaires sur tous les champs, à l'emporter dans toutes les circonstances, à entretenir ce lien avec notre société.

Les menaces évoluent. Nos adversaires évoluent. Alors, nous aussi, nous affûtons nos armes, toutes nos armes.

L'année 2018 marque une étape décisive dans l'histoire de nos Armées. Pour la première fois depuis des décennies, nous avons choisi de vous donner tous les moyens pour accomplir vos missions.

Dès 2018, nous avons lancé les chantiers majeurs pour nos forces. Nous avons augmenté le budget de 1,8 milliard d'euros. Une hausse inédite et un budget parfaitement respecté. Nous entrons dans la nouvelle LPM sur des bases saines, avec des moyens sensiblement plus élevés et aucun programme révisé.

La loi de programmation militaire 2019-2025, ce sont 295 milliards d'euros pour réparer notre outil de défense et offrir la remontée en puissance nécessaire de nos Armées. C'est aussi un cap : consacrer 2% de notre PIB à la défense d'ici 2025.

Je le dis sans ambiguïté : le temps des coupes claires est révolu. Le Président de la République a été ferme. Le Premier ministre s'y est engagé. Notre défense ne sera plus une variable d'ajustement. Les moyens seront au rendez-vous et je serai là pour me battre pour chaque programme, pour chaque rénovation, pour chaque centime.

Je voudrais ici remercier l'ensemble des ceux qui ont contribué à ce travail au sein du ministère. Ils n'ont compté ni leur temps ni leurs efforts. Je voudrais aussi saluer les parlementaires, qui ont examiné ce texte, ont mené un débat constructif, l'ont enrichi, et l'ont voté dans un élan d'union nationale qui fait honneur à notre Représentation nationale.

Je voulais tous, collectivement, vous en remercier d'autant plus, que le travail ne fait que commencer.

L'année 2019 est la première année de la loi de programmation militaire. Nous avons suscité des attentes, il nous faut maintenant des résultats. Il faut que les livraisons arrivent. Que le Plan Famille continue à donner ses effets concrets. Que chaque militaire, chaque famille, chaque civil sente que les choses bougent enfin.

Nous avons toutes les cartes en main. Nous devons réussir.

Il s'agit d'abord de remettre l'humain au cœur du ministère. Une LPM à hauteur d'homme, ce sont des moyens supplémentaires pour le Plan Famille, ce sont des petits équipements livrés comme des treillis ignifugés ou des gilets pare-balles. Ce sont des nouveaux droits pour les militaires, des mesures pour les familles et les blessés. Ce sont aussi des moyens supplémentaires pour s'entraîner et pour se former.

En 2019, je compte accentuer ce mouvement et engager une transformation structurelle de notre Ministère. Les réformes de ces dernières années ont beaucoup trop centralisé. Il faut donc donner plus de capacité d'action aux acteurs de terrain, simplifier l'administration, renforcer les soutiens de proximité.

Il faut rendre à l'échelon local des moyens, des capacités d'agir. Les commandants des unités préparent et dirigent aux combats leurs hommes, avec les unités de soutien. Comment expliquer que l'on ne leur fasse pas confiance pour décider de la gestion courante de leurs unités ?

Nous allons donc déléguer beaucoup plus de moyens aux acteurs de terrain, laisser beaucoup plus largement le champ libre à des initiatives locales. Simultanément nous simplifierons l'administration centrale du Ministère, pour accélérer la prise de décision.

2019 doit être l'année des changements du quotidien, des meilleures conditions de vie de nos forces. Le Plan Famille nous donne les opportunités : il faut les saisir. Alors, je veux que dans chaque régiment, chaque base, chaque emprise : il y ait au moins un projet de rénovation d'infrastructure concret qui soit lancé. Cela peut être un espace de convivialité, des infrastructures sportives, des canalisations refaites et qui donnent de l'eau chaude pour tout le monde... Cette demande est très sérieuse, elle est très nécessaire aussi. Je vous demande de la transmettre à tous les commandements et tous les chefs de corps et dans chacun de mes déplacements, je demanderai où en est la « rénovation 2019 ».

Vous savez à quel point je tiens à l'amélioration des conditions de vie. Et je crois qu'il faut aussi à nos soldats des occasions de se retrouver, de partager. Beaucoup de projets peuvent être imaginés. Cela pourrait être une radio pour nos forces armées. Cela sera une occasion de vibrer au même rythme, de partager les quotidiens entre vous et, plus largement, auprès de tous les Français. Ce projet est fédérateur, je peine à lui trouver des points négatifs. Nous étudions aujourd'hui la manière de le mener au mieux.

Changer la vie, c'est aussi moderniser nos services de soutien. Le soutien est une matière noble. C'est tout le fondement sans lequel la plus belle des constructions s'effondrerait.

Aujourd'hui, le service du commissariat des Armées a montré sa réussite et prouvé sa pertinence. Plus personne ne peut contester son utilité et les bienfaits de son caractère interarmées. Il nous faut maintenant voir plus grand, être ambitieux, plus encore.

Le SCA doit se rapprocher du terrain, puisque c'est du terrain dont provient le besoin. Nous allons donc créer des pôles commissariat au sein de chaque unité. Ils seront opérationnels dès 2020, vivront au rythme des forces et en lien constant avec le commandement. Dans chacun de ces centres, nous créeront un guichet unique, ATLAS, qui sera le point d'entrée pratique de toutes les forces pour leur soutien logistique, administratif et leur solde.

Nous allons renforcer les effectifs du SCA de 200 personnes par rapport à la trajectoire qui était initialement prévue, car on ne peut pas toujours faire plus avec moins.

Nous allons rénover profondément la fonction restauration qui a souffert d'un sous-investissement tant en termes de personnels, de matériels que d'infrastructures.

Je m'étais engagée à examiner de manière pragmatique les perspectives d'externalisation. C'est ce que nous avons fait, en décidant d'une part, de conserver une part de restauration en régie pour assurer le maintien des compétences nécessaires à la projection des forces et à la résilience de nos armées, et d'externaliser la gestion de 73 restaurants. Ce plan sera associé à un investissement massif dans les équipements et infrastructures. Il sera mené de manière progressive entre 2020 et 2025 et fera l'objet d'une concertation approfondie avec les personnels.

Mais le soutien concerne aussi d'autres domaines, en particulier les infrastructures pour lesquelles nous devons rattraper un retard considérable du fait du sous-investissement passé. Les moyens sont prévus, mais il faut aussi moderniser la maîtrise d'ouvrage et c'est pourquoi nous serons amenés à examiner en 2019 une transformation profonde du Service d'Infrastructure de la Défense.

Enfin, chère Geneviève Darrieussecq, je ne pouvais oublier tous les succès que vous avez emportés. Cette année a été riche pour notre mémoire et vous avez su vous battre pour les avancées tant attendues par le monde combattant : je pense à l'octroi de la carte 62/64, à la mise en place d'un plan de reconnaissance et de soutien pour les Harkis, et à la rénovation du système des pensions militaires d'invalidité.

Notre action dès cette année, grâce à la LPM, c'est aussi un renouvellement majeur de nos programmes d'armement. En présentant la loi de programmation militaire à l'Assemblée nationale, j'avais fait observer que beaucoup d'équipements de forces étaient plus vieux que l'âge moyen de nos députés. Cela ne pouvait plus durer.

Alors, nous commanderons, nous livrerons, et massivement. Dans l'armée de Terre, avec notamment l'accélération et l'augmentation des cibles du programme SCORPION. Dans la marine, avec l'arrivée de nouveaux SNA, de nouvelles frégates et de patrouilleurs. Dans l'armée de l'air, avec la poursuite du renouvellement de la flotte d'avions de chasse, le renouvellement de notre flotte d'avions ravitailleurs et de transport stratégique qui arriveront en plus grand nombre que prévu initialement. Pour notre dissuasion, aussi dont les deux composantes seront renouvelées.

Et pour réussir cette remontée en puissance, il fallait donner plus de souplesse à nos programmes, simplifier les procédures, rapprocher la DGA et les Armées et briser les silos d'une organisation trop cloisonnée. C'est la transformation de la DGA menée depuis cet été. Cher Joël Barre, je sais avec quelle détermination vous la menez. Les nouvelles méthodes de conduite de programmes d'armement sont maintenant en place et je voulais vous en remercier.

Ces commandes et cette souplesse sont autant d'opportunités pour notre industrie de défense. Il faut plus associer nos industries à la conduite des programmes, adopter une logique de plateau. Mais avec ces opportunités arrivent des contreparties. Je souhaite un dialogue rénové entre l'Etat et son industrie de défense, c'est le sens même du premier comité de politique industrielle que j'ai réuni la semaine dernière. La France n'est pas un client « vache à lait » ; elle paiera le prix juste et auditera ses coûts. Nous veillerons à ce que les sous-traitants et les PME soient bien traités. Et je ne serai que très modérément compréhensive pour les délais et les surcoûts ; très modérément.

Autre chantier déterminant pour nos forces : la réforme du maintien en condition opérationnelle se poursuit. J'ai annoncé mon plan pour le MCO terrestre. Je dévoilerai bientôt mes propositions pour le MCO naval. Quant à la priorité des priorités, le MCO aéronautique, je suis satisfaite de voir que les astres s'alignent enfin. 2018 a permis la mise en place de la DMAé. Il faut maintenant des résultats. Je viens aujourd'hui même, de prendre la décision de notifier le premier contrat de MCO « *new look* », un MCO « verticalisé » pour les hélicoptères de formation Fennec de l'armée de l'Air. C'est un contrat qui prévoit plus d'activité pour un coût moindre. Je vous donne un chiffre : avec ce contrat, le coût d'une heure de vol passe de 3500 à 1800 euros. C'est presque moitié moins. C'est la preuve que notre stratégie était la bonne. Il s'agit d'une flotte, je le sais. Il faut transformer l'essai pour des matériels plus complexes. Il faudra aussi passer du contrat aux actes, et j'y ferai très attention.

Cette année, ensuite, c'est affirmer et garantir l'autonomie stratégique de la France. C'est investir pour les capacités clés que sont le cyber, le renseignement ou l'espace. Ce sont des nouveaux satellites. C'est le pari de programmes d'armement plus ambitieux parce qu'en coopération avec nos alliés européens.

Mon ambition, c'est que la France ne se prive d'aucun moyen, d'aucune technologie, d'aucune opportunité pour assurer sa supériorité.

Dès septembre 2017, j'avais pris une décision qui n'avait que trop tardé : armer nos drones. 2019 marquera une étape décisive puisqu'un premier simulateur de formation a été livré il y a deux semaines à Cognac et que les premiers drones REAPER armés feront leur arrivée à Barkhane à la fin de l'année.

De nouveaux champs de bataille s'ouvrent aussi. Notre quotidien passe par l'espace. Chaque jour, 10 à 15 satellites permettent nos échanges, facilitent nos déplacements, traitent nos données. Ils collectent du renseignement, guident nos forces, nous permettent à nos militaires de dialoguer. Chaque jour, des satellites permettent nos opérations ; Hamilton nous l'a bien rappelé. Le lancement du premier satellite CSO en décembre est un bond majeur pour notre renseignement militaire. Il nous permettra de disposer de photos d'objets à des niveaux de précisions jamais égalés. C'est aussi le premier pas concret d'un investissement total de 3,6 milliards d'euros pour l'espace sur toute la durée de la LPM.

Alors il nous faut protéger ces capacités. Il nous faut les protéger parce que les grandes puissances ne nous attendent pas, que des capacités au sol visent des satellites, que l'espionnage se fait aussi dans l'espace, rappelons le satellite curieux Loutch-Olymp et même que l'espace commence à se militariser.

Le Président de la République a parfaitement pris la mesure du défi et souhaite que la France se dote d'une stratégie spatiale de défense claire et volontaire. Je lui ai remis un rapport avec des propositions. Des décisions seront prises bientôt. Il s'agira de mieux connaître notre environnement spatial, de nouveaux développements capacitaires, d'une organisation interne adaptée. Il s'agira de miser sur les coopérations européennes, d'offrir une politique de ressources humaines attractive. Il s'agira de renouveler nos composantes actuelles, de développer notre stratégie défensive et quant au reste, aucune porte n'est fermée.

Si nous prenons la mesure de l'espace, nous devons prendre, aussi, celle du cyberspace.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2017, 700 événements de sécurité dont 100 cyberattaques se sont produits dans le ministère. En 2018, nous avons atteint le chiffre de 700 en seulement 9 mois. Et derrière ces attaques, parfois des individus isolés, parfois des groupes et même parfois des Etats.

Alors quand nous identifions, avec certitude un auteur, un Etat mal intentionné, devons-nous garder les mains liées ? Faire les gros yeux en disant : « ça passe pour cette fois » ? Ce n'est pas vraiment ma mentalité. La guerre cyber est lancée. Nous devons nous défendre, répliquer. Nous devons affirmer haut et fort que l'arme cyber fait déjà partie des capacités de nos Armées et que nous sommes prêts à l'utiliser.

Avec le chef d'état-major des Armées, nous avons la semaine dernière annoncé une nouvelle doctrine d'emploi de l'arme cyber défensive et offensive. Une stratégie qui renforce le COMCYBER et notre nouvelle posture permanente de cyberdéfense. Une stratégie, qui permet une meilleure coopération entre COMCYBER, services de renseignement et DGA, des partenariats renforcés avec nos voisins européens et avec nos industriels pour une hygiène cyber irréprochable dans toute notre communauté de défense.

Nous relèverons aussi le défi des ressources humaines. Avec 1,6 milliard d'euros pour la lutte cyber d'ici 2025 et 1000 recrutements supplémentaires de cybercombattants prévus, nous devons attirer toutes les compétences, être attractifs pour tous les talents.

Et pour nous préparer aux conflits d'aujourd'hui et de demain, nous ne nous arrêtons pas là. Au champ de bataille physique, se superpose maintenant un champ de bataille informationnel. La frontière entre information et désinformation s'estompe. Dans un monde où tous les supports se valent, où toutes les sources sont équivalentes, la limite entre le réel et l'imaginaire disparaît, parfois complètement. A chaque instant, des milliers de comptes twitter et d'adresses mail peuvent s'activer, diffuser des informations fantaisistes, erronées, qui peuvent atteindre l'action de notre ministère, insinuer perversement le doute dans l'esprit de nos concitoyens.

Alors en septembre, à l'occasion de la remise d'un rapport remarquable de l'IRSEM et du CAPS, j'ai annoncé que nous n'étions pas naïfs et que nous nous tenions prêts. Notre renseignement, notre innovation, et je pense notamment à l'intelligence artificielle, nos capacités cyber et notre dialogue avec les autres Nations doivent être autant de moyens pour que l'on puisse toujours distinguer le faux du vrai.

Dernier grand axe de notre action : en 2019, nous allons continuer à relever le défi de l'innovation.

Je vous parle beaucoup d'innovation. Encore à l'université d'été de la défense, j'avais eu l'occasion de m'exprimer longuement sur notre ambition. Je le répète, cette ambition, c'est notre capacité à conserver notre avance opérationnelle, à ne pas nous laisser déborder et à pouvoir disposer à chaque instant des meilleures capacités.

Alors la LPM prévoit de consacrer 1 milliard d'euros par an aux études amonts et à l'innovation dès 2022 ou encore 100 millions d'euros par an pour l'intelligence artificielle.

L'agence pour l'innovation de défense, aussi, vient d'être créée. Elle incarne cette volonté collective. Elle est aujourd'hui pleinement opérationnelle, rassemble les programmes du ministère en faveur de l'innovation. Elle est une porte d'entrée pour tous les innovateurs, à l'intérieur du ministère comme à l'extérieur. Elle est visible à l'international et laissera sa chance à toutes les idées, tous les expérimentations et les essais.

Mais avec la création de l'agence et le formidable succès du Forum de l'innovation de défense, notre effort pour l'innovation n'est pas fini : au contraire, il ne fait que commencer. Cela doit rester un aiguillon et une exigence. Nous continuerons à nous pencher sur les questions qui feront la défense et la société de demain. Un groupe de travail réfléchit en ce moment même sur l'intelligence artificielle au service de nos Armées. Demain, nous lancerons un nouveau groupe de travail sur l'énergie dans notre défense, puisque nous continuerons à consommer et que le tout-pétrole n'est plus une option.

Je pense aussi à la numérisation de notre ministère. Cette année, la DGNum a été créée, nous avons dévoilé notre plan d'action et je suis fière de voir notre ministère à l'avant de la révolution numérique. C'est bien simple : nous sommes partout cités en exemple au sein de l'Etat. En 2019 nous allons accentuer cette modernisation avec en particulier la transformation en profondeur de la DIRISI, et la montée en puissance des recrutements dans le domaine du numérique.

Nous devons aussi mieux mobiliser au service de l'innovation les centres de recherche et les écoles d'ingénieur du Ministère. Nous disposons en effet d'un patrimoine unique, d'une réserve d'inventivité et de compétences qui a été sous-exploitée au service de notre défense. Nous devons permettre aux écoles sous la tutelle du ministère de donner envie de devenir ingénieur plutôt que trader. Et je serai amenée à me prononcer prochainement sur l'évolution de l'Ecole Polytechnique au sein du pôle d'écoles d'ingénieurs.

La période qui s'annonce sera aussi celle des chantiers structurants pour l'avenir de nos programmes et de nos Armées. J'ai annoncé cette année le lancement des études pour le porte-avions nouvelle génération, pour le système de combat aérien du futur, pour le char de combat du futur. Ils équiperont dans un peu moins de 20 ans nos forces et conforteront notre supériorité.

Beaucoup de projets fleurissent. J'aimerais parler d'un d'entre eux particulièrement aujourd'hui. Nous avons décidé de notifier un contrat pour un démonstrateur de planeur hypersonique. Beaucoup nations s'en dotent, nous disposons de toutes les compétences pour le réaliser : nous ne pouvons plus attendre. D'ici fin 2021, nous assisterons au premier essai en vol. Ce projet, V-max, sera un saut technologique pour bon nombre de nos capacités.

Enfin, cette année 2019 doit être celle de l'Europe.

Soyons francs, l'Europe est bousculée. Elle connaît des crises et des remises en cause. Je vois ce qui se trame, nous le voyons tous. Deux projets se font face.

Il y a un projet qui attise la haine et fait son lit des peurs. Un projet qui veut tous les avantages de l'Europe sans aucune responsabilité, qui porte aux nues une forme de brutalité et immisce le doute jusqu'au bien-fondé de la démocratie libérale.

De l'autre, il y a une autre vision. Une vision que je vous invite à suivre. Ce n'est pas la vision trop souvent décriée d'une attitude béate vis-à-vis de l'Europe. Ceux qui le croient me connaissent bien mal. Non, ce projet, c'est le réalisme. C'est le constat simple que nous devons nous unir si nous voulons compter, que nos intérêts convergent et que nous avons tout intérêt à nous allier pour peser.

Cela signifie qu'il faut repenser l'Europe, qu'il faut lui donner un nouveau souffle, de nouvelles idées. Surtout qu'il faut donner à l'Europe un visage concret. Répéter « l'Europe c'est bien », ça ne sert pas à grand-chose. Montrer : « L'Europe, c'est ce projet, cette avancée, cet investissement », ça, c'est ce que je veux faire. C'est ce que l'Europe de la défense permet de faire.

Car l'Europe de la défense, c'est l'Europe du concret, l'Europe des opportunités.

La coopération structurée permanente et le Fonds européen de défense, ce sont des investissements pour de nouvelles capacités militaires, pour des équipements plus efficaces, qui garantissent notre autonomie stratégique. Ce sont autant de chances pour l'innovation, pour des PME, des start-up tout comme pour le secteur industriel qui en a tant besoin.

L'initiative européenne d'intervention a vu le jour en 2018. C'est un projet ambitieux, résolument orienté vers les opérations. Ce sont 10 Etats dont le Royaume-Uni, qui se sont mis d'accord pour entretenir un dialogue stratégique commun et intervenir ensemble, plus vite et plus efficacement, avec ceux qui veulent et ceux qui peuvent. Là encore, l'espoir est grand. A nous, maintenant, de le concrétiser.

Sur le plan industriel, la France et l'Allemagne ont compris qu'ils avaient tout à gagner à travailler ensemble. Certains goguenards pensaient que le SCAF franco-allemand était impossible, alors nous l'avons lancé. Un cadre industriel est fixé, sous lead français et les premiers démonstrateurs seront dévoilés au salon du Bourget.

Ce n'est pas le seul partenariat déterminant. Sur le char de combat du futur ou l'artillerie du futur, la France et l'Allemagne se sont aussi engagées. Je veux aussi souligner le succès de notre coopération en matière de blindés avec la Belgique.

Oui, l'Europe de la défense foisonne aujourd'hui d'initiatives et de projets tangibles, utiles. Alors en 2019, je veux me battre pour qu'ils voient pleinement le jour. Et je me battraï.

*

Avant de nous quitter me vient une phrase. Une phrase de Jean Jaurès dans l'*Armée nouvelle* : « *Il n'y a de défense nationale possible que si la Nation y participe de son esprit comme de son cœur* ».

Oui, notre défense nationale n'est possible que parce que la Nation y consent dans son entier. Qu'elle vit au diapason de nos Armées. Que nos Armées les comprennent, en sentent les évolutions et le pouls.

Emparons-nous, pleinement, des projets structurants pour notre jeunesse, pour l'avenir de notre société. Je pense en particulier au Service national universel.

Cette jeunesse, justement, c'est vers elle que nous devons sans cesse nous tourner. C'est à elle que nous devons sans cesse parler. Elle a soif d'engagement. Les Armées en ont à revendre. Alors trouvons des occasions et des projets, tendons la main, toujours à notre jeunesse. Et je veux montrer l'exemple, et j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui qu'à l'automne se tiendra la première édition d'un grand forum entre nos Armées et nos jeunes. Il permettra de faire connaître vos missions, votre action, vos opportunités. Il montrera chaque facette de nos Armées, suscitera les vocations, sensibilisera à nos défis.

C'est bien ça aussi, notre impératif de modernité. Il nous faudra tendre la main, continuer à inspirer. Veiller à ne jamais nous enfermer dans un sublime isolement. C'est la condition même du succès de notre défense nationale.

Montrons ce qu'il y a de meilleur. Changeons nos imperfections. Montrons que l'on peut s'ouvrir, sans perdre notre âme ou nos traditions. C'est notre feuille de route, c'est un défi que nous devons tous relever.

Nous avons beaucoup à faire. Tant à gagner. Je compte sur vous. Vous pouvez, comme toujours, compter sur moi.

Je vous souhaite une belle et heureuse année 2019.

Vive la République ! Vive la France !